

Art. 2

§ 1er. En vue de leur mise à disposition des établissements d'enseignement universitaires et des établissements scientifiques fédéraux, le Roi peut accorder des subventions à charge du budget des services du Premier Ministre, Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, pour l'engagement de chercheurs.

§ 2. Les chercheurs mis à disposition des institutions d'enseignement universitaires doivent être employés dans le cadre de programmes de recherche relevant des compétences fédérales visées à l'article 6bis, § 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 3

§ 1er. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres fixe ce qu'il y a lieu d'entendre, au sens du présent texte, par chercheur supplémentaire ainsi que la liste des établissements d'enseignement universitaires visés à l'article 2.

§ 2. Pour déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par chercheur supplémentaire, le Roi peut ne pas tenir compte des programmes d'appui à la recherche scientifique ou à l'engagement de chercheurs, financés ou subventionnés par l'Etat fédéral et mis en œuvre avant la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal fixé au § 1er.

Art. 4

Le crédit visé à l'article 2 est utilisé, à titre de subventions, aux conditions fixées par le Roi.

Le Roi peut charger le Ministre de la Politique scientifique de l'octroi des subventions mentionnées.

Art. 5

La présente loi produit ses effets le 1er janvier 1997.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,

Y. YLIEFF

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Art. 2

§ 1. Met het oog op hun terbeschikkingstelling van de universitaire onderwijsinstellingen en de federale wetenschappelijke instellingen, kan de Koning subsidies verlenen ten laste van de begroting van de Diensten van de Eerste Minister, Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden voor de aanwerving van onderzoekers.

§ 2. De ter beschikking van de universitaire onderwijsinstellingen gestelde onderzoekers moeten tewerkgesteld worden in onderzoeksprogramma's die behoren tot de federale bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 6bis, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Art. 3

§ 1. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit, wat in de zin van onderhavige tekst, dient verstaan te worden onder bijkomend onderzoeker, evenals de lijst van de universitaire onderwijsinstellingen bedoeld in artikel 2.

§ 2. Om te bepalen wat dient verstaan te worden onder bijkomend onderzoeker, moet de Koning geen rekening houden met de ondersteuningsprogramma's ten bate van onderzoekers, die worden gefinancierd of gesubsidieerd door de Federale overheid en die aanvangen voor de datum van het in werking treden van het in § 1 bepaalde koninklijk besluit.

Art. 4

Het in artikel 2 bedoelde krediet wordt, bij wijze van subsidies, aangewend onder de door de Koning bepaalde voorwaarden.

De Koning kan de Minister van Wetenschapsbeleid belasten met de toekenning van genoemde subsidies.

Art. 5

Deze wet heeft uitwerking op 1 januari 1997.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Y. YLIEFF

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 97 — 1596

[C - 97/1121300]

6 MAI 1997. — Arrêté royal modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal, que j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté, a pour objet la transposition en droit belge de la directive 95/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 modifiant les directives 77/780/CEE et 89/646/CEE dans le domaine des établissements de crédit, les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE dans le domaine de l'assurance non-vie, les directives 79/267/CEE et 92/96/CEE dans le domaine de l'assurance vie, la directive 93/22/CEE dans le domaine des entreprises d'investissement et la directive 85/611/CEE dans le domaine des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (opcv) afin de renforcer la surveillance prudentielle (J.O. L 168/7 du 18 juillet 1995).

Le projet d'arrêté royal est pris en exécution de l'article 97 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. Cet article permet d'adapter la loi aux obligations découlant pour la Belgique d'accords ou de traités internationaux par la voie d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 97 — 1596

[C - 97/1121300]

6 MEI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het bijgevoegde ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb voor te leggen aan Uwe Majesteit heeft de omzetting in het Belgisch recht tot doel van de richtlijn 95/26/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 1995 tot wijziging van de richtlijnen 77/780/EEG en 89/646/EEG op het gebied van kredietinstellingen, de richtlijnen 73/239/EEG en 92/49/EEG op het gebied van het schadeverzekeringsbedrijf, de richtlijnen 79/267/EEG en 92/96/EEG op het gebied van het levensverzekeringsbedrijf, de richtlijn 93/22/EEG op het gebied van beleggingsondernemingen en de richtlijn 85/611/EEG op het gebied van instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's), teneinde het bedrijfseconomisch toezicht te versterken (P.B. L 168/7 van 18 juli 1995).

Het ontwerp van koninklijk besluit wordt genomen in uitvoering van artikel 97 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen. Dit artikel laat toe de wet aan te passen aan de verplichtingen die voor België voortvloeien uit internationale overeenkomsten en verdragen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

La directive, connue sous le nom "directive BCCI", contient des mesures similaires pour l'ensemble des services financiers. Elle a pour objectif de renforcer les pouvoirs des autorités de surveillance (tels que ces pouvoirs ont été fixés par des directives antérieures et notamment, en matière d'assurances, par les 1ères, 2èmes et 3èmes directives "assurance non-vie" et "assurance vie") afin que ces autorités soient mieux à même de prévenir les fraudes et autres irrégularités dans les différents secteurs.

Le contenu de la directive est axé sur quatre grands principes :

1. Lorsqu'une entreprise d'assurances a "des liens étroits" avec d'autres entreprises c.-à-d. lorsqu'elle fait partie d'un groupe, la structure de ce groupe doit être suffisamment transparente pour permettre une surveillance adéquate de l'entreprise d'assurances elle-même (article 2 directive).

2. En vue d'un bon contact entre les autorités de surveillance et l'organe de décision de l'entreprise d'assurances, l'administration centrale et le siège statutaire de l'entreprise doivent être situés dans le même Etat membre (article 3 directive).

3. La directive (article 4) apporte de nouvelles dérogations à la règle du secret professionnel à laquelle sont soumises les autorités de surveillance, en étendant la liste des destinataires potentiels de ces informations à des autorités ou organismes qui, de par leur fonction, contribuent à renforcer la stabilité du système financier.

4. Etant donné que de par leur mission, les réviseurs sont en mesure de jouer un rôle important dans le processus global de surveillance, la directive leur impose l'obligation de signaler toutes les irrégularités éventuelles qu'ils constatent non seulement dans le cadre de leur mission auprès de l'entreprise contrôlée mais aussi dans le cadre d'une mission similaire auprès d'une entreprise ayant des liens étroits avec l'entreprise contrôlée (article 5 directive).

Il a été tenu compte des observations du Conseil d'Etat sauf pour l'article 1^{er} qui est commenté ci-après.

Les articles du projet d'arrêté appellent les commentaires suivants :

Article 1^{er}

En vertu de l'article 1^{er} du projet, la définition de la notion de "liens étroits" vient s'insérer dans l'article 2, § 6 de la loi du 9 juillet 1975.

Pour définir cette notion, le projet soumis au Conseil d'Etat reprenait les deux critères de la directive qui sont constitutifs de la notion de "liens étroits", à savoir "un lien de participation" et "un lien de contrôle", sans toutefois y attacher les définitions données dans la directive même.

Il est en effet prévu dans le considérant (4) de la directive que "la définition de "liens étroits" est constituée de critères minimaux et que cela ne fait pas obstacle à ce que les Etats membres visent également d'autres situations que celles envisagées par ladite définition".

Il avait dès lors été jugé préférable de faire usage de concepts existant déjà dans le droit comptable applicable en matière d'assurance.

Ainsi, la notion de "lien de participation" était celle qui est visée au chapitre III, point C, II, 3 de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances, et qui implique comme critère minimal un seuil de 10 % (et non de 20 % comme prévu dans la directive).

Quant à la notion de "lien de contrôle", elle était définie par référence au concept d' "entreprises liées", tel que visé au chapitre III, point C, II, premier tiret du même arrêté. De ce fait, étaient visées aussi, à côté des entreprises qui ont entre elles un lien de contrôle, celles qui font partie d'un consortium.

Le Conseil d'Etat dispose dans son avis que la transposition de la notion de "liens étroits", telle que prévue à l'article 1^{er} du projet d'arrêté, ne semble pas pouvoir s'intégrer dans le cadre de la délégation accordée au Roi par l'article 97 de la loi de contrôle.

Il estime que le pouvoir du Roi d'adapter la loi par arrêté royal, qui repose sur l'article 97, peut uniquement porter sur "les obligations" qui découlent des directives et que le Roi n'est pas autorisé à établir des dispositions constituant la transposition d'une faculté prévue par la directive et contenant un choix politique fondamental. Dans ce cas, une loi est nécessaire.

Cette observation n'a pas été suivie.

Si l'interprétation du Conseil d'Etat à propos de l'article 97 devait être suivie, cet article de la loi serait alors complètement vidé de tout sens. Les directives européennes contiennent presque toujours un certain nombre d'options. La transposition d'une directive implique donc inévitablement que certains choix soient faits.

De richtlijn, die gekend staat onder de naam "richtlijn BCCI", bevat gelijkaardige maatregelen voor het geheel van de financiële diensten. Ze heeft als doel de bevoegdheden van de controleautoriteiten te versterken (zoals die bevoegdheden in vroegere richtlijnen werden bepaald, en meer in het bijzonder inzake verzekeringen in de 1ste, 2de en 3de verzekeringsrichtlijnen "leven" en "niet-leven") opdat deze autoriteiten beter in staat zouden zijn fraude en andere onregelmatigheden in de verschillende sectoren te voorkomen.

De inhoud van de richtlijn is gegrondvest op vier grote beginselen :

1. Wanneer een verzekeringsonderneming "nauwe banden" heeft met andere ondernemingen, d.w.z. wanneer ze deel uitmaakt van een groep, dan moet de structuur van deze groep voldoende doorzichtig zijn om een adequaat toezicht op de verzekeringsonderneming zelf mogelijk te maken (artikel 2 richtlijn).

2. Met het oog op een goed contact tussen de controleautoriteiten en het beslissingsorgaan van de verzekeringsonderneming, moet de onderneming haar hoofdbestuur en haar statutaire zetel in dezelfde Lid-Staat vestigen (artikel 3 richtlijn).

3. De richtlijn (artikel 4) voegt nieuwe afwijkingen toe aan de regel van het beroepsgeheim, waaraan de toezichhoudende autoriteiten zijn onderworpen, door de lijst met mogelijke bestemmingen van die gegevens uit te breiden tot autoriteiten en instanties, die, door hun opdracht, bijdragen tot de versterking van de stabiliteit van het financiële stelsel.

4. Aangezien de revisoren, omwille van hun opdracht, in staat zijn een belangrijke rol te spelen in het globale stelsel van toezicht, legt de richtlijn hen de verplichting op de toezichhoudende autoriteiten op de hoogte te brengen van alle eventuele onregelmatigheden die zij vaststellen niet alleen in het kader van hun opdracht bij een gecontroleerde onderneming, maar ook in het kader van een gelijkaardige opdracht bij een onderneming die nauwe banden heeft met de gecontroleerde onderneming (artikel 5 richtlijn).

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State behalve voor artikel 1 dat hierna wordt besproken.

De artikelen van het ontwerp van besluit geven aanleiding tot de volgende commentaren :

Artikel 1

Volgens artikel 1 van het ontwerp wordt de definitie van de notie "nauwe banden" ingevoegd in artikel 2, § 6 van de wet van 9 juli 1975.

In het ontwerp, dat aan de Raad van State werd voorgelegd, werden om deze notie te definiëren de twee criteria van de richtlijn overgenomen die de grondslag voor de "nauwe banden" vormen, met name "deelneming" en "zeggenschapsband", zonder evenwel de door de richtlijn zelf gegeven definities eraan te verbinden.

In de overweging (4) van de richtlijn wordt er immers bepaald dat "de definitie van "nauwe banden" op minimumcriteria berust en de Lid-Staten niet belet ook bepalingen vast te stellen voor andere situaties dan die welke door genoemde definitie worden bestreken".

De voorkeur ging er dan ook naar uit gebruik te maken van concepten die reeds bestonden in het inzake verzekeringen van toepassing zijnde boekhoudrecht.

Alzo was de notie "deelnemingsverhouding" deze die wordt bedoeld in hoofdstuk III, punt C, II, 3 van het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen, en die als minimumcriterium een drempel voorstelt van 10 % (en niet 20 % zoals in de richtlijn voorzien).

De notie "zeggenschapsband" werd gedefinieerd door te verwijzen naar het concept van "verbonden ondernemingen", zoals bedoeld in hoofdstuk III, punt C, II, eerste streepje van hetzelfde besluit. Daardoor werden naast de ondernemingen waartussen een controleverhouding bestaat ook de ondernemingen geïmpliceerd die van een consortium deel uitmaken.

De Raad van State stelt in zijn advies dat de omzetting van het begrip "nauwe banden" in dit artikel 1 van het ontwerp-besluit niet kan worden ingepast in de door artikel 97 van de controlewet aan de Koning verleende opdracht.

Hij is van oordeel dat de bevoegdheid om de wet bij koninklijk besluit aan te passen en die berust op artikel 97, alleen betrekking kan hebben op "de verplichtingen" die uit de richtlijnen voortvloeien en de Koning niet machtigt tot het nemen van bepalingen die de omzetting vormen van een in de richtlijn ingeschreven faculteit en een fundamentele beleidskeuze inhouden. In een dergelijk geval is een wet noodzakelijk.

Deze opmerking wordt niet gevolgd.

Indien immers de interpretatie van de Raad van State inzake artikel 97 zou worden gevolgd dan wordt dit artikel van de wet volledig uitgehold. Europese richtlijnen bevatten immers bijna altijd een aantal opties. Het omzetten van een richtlijn impliceert dus onvermijdelijk dat bepaalde keuzes moeten worden gemaakt.

Dès lors, dans la mesure où le législateur a donné au Roi la compétence d'adapter la loi de contrôle aux textes internationaux, il est logique que le Roi fasse usage, lors de la transposition d'une directive, des options qui y sont prévues.

En outre, comme précisé ci-dessus, le Conseil d'Etat a lui-même souligné qu'une loi n'était nécessaire que si la transposition de la faculté prévue dans la directive impliquait un choix politique fondamental.

Cela résulte d'ailleurs encore plus clairement d'un récent avis du Conseil d'Etat (L. 25.770-25.771/1 du 21 novembre 1996), où celui-ci reconnaît que si la compétence du Roi, résultant de l'article 97, doit être interprétée de manière restrictive, il n'en résulte pas pour autant que toute appréciation par le Roi est exclue. Il conclut ainsi que lorsque le Roi, sur base de cet article, prend des mesures de transposition qui ne contiennent pas de choix politique fondamental, ces mesures peuvent être comprises dans le cadre de ce pouvoir d'appréciation.

Or, la définition de la notion de "liens étroits" telle qu'elle est reprise dans le projet, n'implique nullement un choix politique fondamental.

Cette définition est en effet déjà connue et utilisée dans la réglementation belge comptable générale et dans l'arrêté royal spécifique sur la comptabilité des entreprises d'assurances. On y trouve déjà le seuil de 10 % alors que les directives sur lesquelles ces textes reposent prévoyaient 20 %.

Il en va de même dans d'autres textes réglementaires belges.

Le choix politique en la matière a donc déjà été fait antérieurement et la présente transposition ne constitue donc qu'un alignement sur les textes antérieurs et s'impose pour des raisons de cohérence.

Article 2

L'article 2 du projet reprend l'obligation imposée aux entreprises dans la directive de fournir aux autorités de contrôle des éléments suffisamment détaillés pour leur permettre d'apprécier si les liens étroits qu'elles ont avec d'autres entreprises ne sont pas de nature à affecter le bon exercice du contrôle.

Comme le prévoit la directive, la transparence de la structure du groupe est une condition qui doit être maintenue tout au long de l'existence de la société. Il n'est pas nécessaire de prévoir une disposition à cette fin, l'article 23 de la loi de contrôle exigeant déjà de communiquer toute modification aux conditions d'agrément.

Article 3

L'article 3 du projet stipule l'obligation pour les entreprises d'avoir leur siège statutaire et leur administration centrale dans le même Etat membre. Il s'agit d'une nouvelle condition d'agrément.

Tout comme la directive, le projet ne précise pas davantage ce qu'il faut entendre par "administration centrale". Dans les travaux préparatoires de la directive, il est stipulé qu'il n'est pas opportun de reprendre une définition stricte de cette notion dans le texte puisque ceci aurait pour effet de limiter les éléments qui servent à établir la notion d'administration centrale.

Comme deuxième nouvelle condition d'agrément, le principe de la transparence du groupe est inséré dans l'article 8 de la loi de contrôle par l'article 3 du projet.

Une entreprise d'assurances ne peut désormais obtenir ou conserver l'agrément que si les liens étroits, qui existent entre elle et d'autres personnes physiques ou morales, n'entravent pas le bon exercice de la mission de surveillance de l'Office de Contrôle des Assurances sur l'entreprise d'assurances.

Le même principe est d'application si l'entreprise d'assurances a des liens étroits avec une personne physique ou morale relevant d'un Etat non membre de la Communauté et que les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat sont de nature à entraver le bon exercice de la mission de surveillance précitée.

Il faut enfin faire remarquer que l'article 8 de la loi a été entièrement réécrit de manière à faire apparaître clairement les conditions d'agrément qui s'imposent à toutes les entreprises (belges et succursales d'entreprises de pays tiers) et celles qui ne concernent que les entreprises belges.

Article 4

L'article 4 du projet étend les dispositions de la loi de contrôle qui énumèrent les cas de dérogations possibles au secret professionnel auquel sont soumises les autorités de contrôle.

Aangezien de wetgever de Koning de bevoegdheid heeft gegeven om de controlewet aan te passen aan internationale teksten, is het logisch dat Hij bij de omzetting van Europese richtlijnen gebruik moet kunnen maken van de erin voorziene opties.

Overigens heeft de Raad van State zelf, zoals hierboven vermeld, onderstreept dat een wet slechts nodig is wanneer de omzetting van een in een richtlijn voorziene faculteit een fundamentele beleidskeuze impliceert.

Dit volgt overigens nog duidelijker uit een recent advies van de Raad van State (L. 25.770-25.771/1 van 21 november 1996) waarin hij erkent dat waar de bevoegdheid van de Koning, voorzien in artikel 97, op een restrictieve manier moet worden geïnterpreteerd, daaruit niet volgt dat iedere appreciatie door de Koning zou zijn uitgesloten. Hij besluit terzake dat wanneer de Koning maatregelen neemt tot omzetting van een richtlijn en deze geen fundamentele beleidskeuze inhouden, deze maatregelen kunnen begrepen worden als blijvend binnen de appreciatiebevoegdheid van de Koning.

De definitie van de notie "nauwe banden" zoals in het ontwerp opgenomen, impliceert in geen geval een fundamentele beleidskeuze.

Die notie is immers reeds gekend en wordt gebruikt in de bestaande Belgische algemene reglementering op de jaarrekening van ondernemingen en in het specifieke koninklijk besluit inzake de jaarrekening van de verzekeringsondernemingen. Men vindt er reeds de drempel van 10 % en dat terwijl de richtlijnen waarop die teksten zijn gebaseerd 20 % voorzagen.

Hetzelfde is het geval in andere Belgische reglementaire teksten.

De beleidskeuze inzake deze materie werd dus vroeger reeds gemaakt. De huidige omzetting bevat dus slechts het in overeenstemming brengen van de bedoelde noties met de vroegere teksten en dringt zich op omwille van redenen van coherentie.

Artikel 2

Artikel 2 van het ontwerp neemt uit de richtlijn de verplichting voor de ondernemingen over om de controleautoriteiten voldoende gedetailleerde gegevens mee te delen zodat deze in staat zijn te beoordelen of de nauwe banden die bestaan tussen de verzekeringsonderneming en andere ondernemingen niet van die aard zijn dat ze de goede uitoefening van het toezicht belemmeren.

Zoals erin voorzien door de richtlijn is de doorzichtigheid van de groep een voorwaarde die gedurende de gehele levensduur van de onderneming moet behouden blijven. Het is echter niet nodig daarvoor in een specifieke bepaling te voorzien, artikel 23 van de controlewet vereist immers reeds de mededeling van elke wijziging aan de toelatingsvoorwaarden.

Artikel 3

In artikel 3 van het ontwerp wordt de verplichting voor de ondernemingen ingeschreven om hun statutaire zetel en hun hoofdbestuur in dezelfde Lid-Staat te hebben. Het betreft hier een nieuwe toelatingsvoorwaarde.

Evenmin als de richtlijn preciseert het ontwerp wat onder "hoofdbestuur" moet worden verstaan. In de voorbereidende werken van de richtlijn wordt gesteld dat het niet opportuun is een strikte definitie van dat begrip in de tekst op te nemen vermits op die manier de elementen, die dienen om de notie van hoofdbestuur vast te stellen, zouden worden beperkt.

Als tweede nieuwe toelatingsvoorwaarde wordt het principe van de doorzichtigheid van de groep door artikel 3 van het ontwerp in artikel 8 van de controlewet ingevoegd.

Een verzekeringsonderneming kan voortaan de toelating slechts verkrijgen of behouden, indien de nauwe banden, die tussen haar en andere natuurlijke personen of rechtspersonen bestaan, geen belemmering vormen voor de juiste uitoefening van de toezichthoudende taak van de Controledienst voor de Verzekeringen op de verzekeringsonderneming.

Hetzelfde principe is van toepassing wanneer de verzekeringsonderneming nauwe banden heeft met een natuurlijke persoon of een rechtspersoon van een Staat die geen lid is van de Gemeenschap en wanneer de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van die Staat van die aard zijn dat ze de juiste uitoefening van de voormelde toezichthoudende taak belemmeren.

Tenslotte kan er nog op worden gewezen dat artikel 8 van de wet volledig werd herschreven om te verduidelijken welke toelatingsvoorwaarden zich opleggen aan alle ondernemingen (Belgische en bijkantoren van ondernemingen van derde landen) en welke alleen de Belgische ondernemingen betreffen.

Artikel 4

Artikel 4 van het ontwerp houdt een uitbreiding in van de bepalingen van de controlewet waarin een opsomming wordt gegeven van de gevallen van mogelijke afwijkingen aan het beroepsgeheim, waaraan de controleautoriteiten zijn onderworpen.

Comme la directive le permet, ces nouvelles dispositions concernant les échanges d'informations ouvrent des possibilités sans toutefois entraîner l'obligation pour l'Office de Contrôle des Assurances de demander ou de fournir certaines informations.

Les organes visés sont :

- les autorités chargées de surveiller les organes impliqués dans la liquidation et la faillite d'entreprises d'assurances;

- les autorités chargées de surveiller les réviseurs d'entreprises;

- les actuaires indépendants et leurs organes de surveillance;

- les banques centrales et autres organismes à vocation similaire;

- les autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement.

Des conditions sont bien sûr attachées à ces transmissions d'informations; elles sont reprises dans le texte.

Il est à noter que les présents cas de dérogations, visés par la directive font l'objet de deux paragraphes nouveaux dans l'article 21quinquies de la loi parce que les conditions attachées par la directive à ces dérogations ne sont pas tout à fait identiques à celles liées aux dérogations actuellement prévues dans l'article 21quinquies, § 1^{er} de la loi.

Article 5

L'article 5 du projet contient une modification de pure forme de l'article 23 de la loi du 9 juillet 1975 suite à une modification de l'article 5 de la même loi.

Article 6

L'article 6 du projet transcrit dans l'article 40 de la loi du 9 juillet 1975 une obligation - qui y figurait déjà partiellement - d'informer les autorités de contrôle de certains faits ou irrégularités.

Le texte de cet article a été reformulé et complété pour que l'obligation imposée aux réviseurs soit tout à fait conforme au prescrit de la directive.

Comme prévu dans la directive, l'obligation d'information vise non seulement la mission du réviseur dans l'entreprise d'assurance contrôlée mais aussi la mission que ce même réviseur exercerait dans une entreprise avec laquelle l'entreprise d'assurances a des liens étroits découlant d'un lien de contrôle, celui-ci étant déterminé par référence à la réglementation comptable.

Le dernier alinéa vise à clarifier le fait que l'obligation précitée ne modifie pas en soi la nature de la mission du réviseur auprès de l'entreprise ni la façon dont il doit s'acquitter de sa tâche auprès de celle-ci.

Article 7

Pour tenir compte d'une remarque du Conseil d'Etat, l'entrée en vigueur de l'arrêté est fixée à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 14 novembre 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances", a donné le 20 février 1997 l'avis suivant :

Portée du projet

L'arrêté en projet soumis pour avis au Conseil d'Etat a pour but de transposer dans l'ordre juridique interne la directive 95/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 modifiant les directives 77/780/CEE et 89/646/CEE dans le domaine des établissements de crédit, les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE dans le domaine de l'assurance non vie, les directives 79/267/CEE et 92/96/CEE dans le domaine de l'assurance vie, la directive 93/22/CEE dans le domaine des entreprises d'investissement et la directive 85/611/CEE dans le domaine des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) afin de renforcer la surveillance prudentielle.

Zoals de richtlijn het toelaat, openen deze nieuwe bepalingen inzake de uitwisseling van informatie bepaalde mogelijkheden, zonder echter voor de Controle dienst voor de Verzekeringen een verplichting met zich te brengen om bepaalde gegevens te vragen of mee te delen.

De bedoelde instanties zijn :

- de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de instanties die betrokken zijn bij de vereffening en het faillissement van verzekeringsondernemingen;

- de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de bedrijfsrevisoren;

- de onafhankelijke actuarissen en de instanties die met het toezicht op die actuarissen belast zijn;

- de centrale banken en andere instanties met een soortgelijke taak;

- andere overheidsinstanties die belast zijn met het toezicht op de betalingssystemen.

Aan deze overdrachten van gegevens zijn natuurlijk voorwaarden verbonden, die in de tekst zijn opgenomen.

Er kan worden genoteerd dat deze gevallen van afwijkingen, die door de richtlijn worden bedoeld, in twee nieuwe paragrafen van artikel 21quinquies van de wet werden opgenomen omdat de voorwaarden die door de richtlijn aan deze afwijkingen worden verbonden niet helemaal dezelfde zijn als die verbonden aan de huidige, in artikel 21quinquies, § 1 van de wet voorziene afwijkingen.

Artikel 5

Artikel 5 van het ontwerp bevat een louter formele wijziging van artikel 23 van de wet van 9 juli 1975 als gevolg van de wijziging van artikel 5 van dezelfde wet.

Artikel 6

Artikel 6 van het ontwerp voorziet in artikel 40 van de wet van 9 juli 1975 in een verplichting - die er reeds gedeeltelijk in stond - om de controleautoriteiten op de hoogte te brengen van bepaalde feiten of onregelmatigheden.

De tekst van dit artikel werd geherformuleerd en aangevuld opdat de aan de revisoren opgelegde verplichting volledig zou beantwoorden aan hetgeen de richtlijn voorschrijft.

Zoals voorzien in de richtlijn beoogt deze verplichting niet alleen de opdracht van de revisor in de gecontroleerde verzekeringsonderneming maar ook de opdracht die dezelfde revisor uitoefent in een onderneming die nauwe banden met die verzekeringsonderneming heeft in de vorm van een controleverhouding. Die controleverhouding wordt gedefinieerd door te verwijzen naar de boekhoudreglementering.

Het laatste lid bedoelt te verduidelijken dat de voormelde verplichting noch de aard van de opdracht van de revisor bij de onderneming, noch de wijze waarop hij zijn taak bij deze onderneming uitoefent, wijzigt.

Artikel 7

Rekening houdend met een opmerking van de Raad van State wordt de inwerkingtreding van het besluit vastgesteld op de datum van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 14 november 1996 door de Minister van Economie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen", heeft op 20 februari 1997 het volgend advies gegeven :

Strekking van het ontwerp

Het voor advies aan de Raad van State voorgelegde besluit in ontwerp heeft tot doel de omzetting in de interne rechtsorde van de richtlijn 95/26/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 1995 tot wijziging van de richtlijnen 77/780/EEG en 89/646/EEG op het gebied van kredietinstellingen, de richtlijnen 73/239/EEG en 92/49/EEG op het gebied van het schadeverzekeringsbedrijf, de richtlijnen 79/267/EEG en 92/96/EEG op het gebied van het levensverzekeringsbedrijf; richtlijn 93/22/EEG op het gebied van beleggingsondernemingen en richtlijn 85/611/EEG op het gebied van instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's), teneinde het bedrijfs-economische toezicht te versterken.

En application de l'article 97 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, le projet modifie à cet effet certaines dispositions de cette loi :

— l'article 1^{er} du projet insère à l'article 2, § 6, de la loi du 9 juillet 1975 la notion de "liens étroits" (article 2, paragraphe 1^{er}, de la directive);

— l'article 2 du projet insère à l'article 5, alinéa 2, de la loi l'obligation de fournir des éléments sur les liens étroits entre l'entreprise d'assurance et d'autres personnes physiques ou morales lors de la demande d'agrément (article 2, paragraphe 2, de la directive);

— l'article 3 du projet remplace l'article 8 de la loi et ajoute au paragraphe 1^{er} de cette disposition des conditions pour l'agrément concernant l'implantation de l'administration centrale (article 3, paragraphe 1^{er}, de la directive) et la facilitation de la surveillance (article 3, paragraphe 2, de la directive);

— l'article 4 du projet remanie l'article 21quinquies de la loi et insère dans les nouveaux paragraphes 2 et 3, les dispositions concernant l'échange d'informations entre l'Office de Contrôle des Assurances et d'autres organismes et les conditions suivant lesquelles cet échange peut s'opérer (article 4, paragraphes 1^{er} et 5, de la directive);

— l'article 6 du projet remanie l'article 40 de la loi et insère dans un nouveau paragraphe 3, les obligations des commissaires agréés (article 5 de la directive).

Observations générales

1.1. Ainsi qu'il a déjà été relevé ci-dessus, les auteurs du projet invoquent pour fondement légal l'article 97 de la loi précitée du 9 juillet 1975. En ce qui concerne cette disposition légale, le Conseil d'Etat, section de législation, a estimé par le passé que "cette disposition habilite le Roi à adapter, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les dispositions de cette loi aux obligations découlant pour la Belgique d'accords ou de traités "internationaux" et qu'une, "telle délégation de pouvoir doit être lue à la lumière de l'objectif poursuivi par cette délégation. L'article 66 (actuellement l'article 97) de la loi de contrôle limite en effet le pouvoir du Roi à l'adaptation de la loi de contrôle ("la présente loi"), à l'exclusion d'autres lois; de surcroît, cette adaptation peut uniquement porter sur "les obligations" qui, en l'occurrence, découlent pour la Belgique du Traité CE et des directives CE. En outre, cet article ne saurait s'interpréter en ce sens que le législateur, en déléguant son pouvoir, doit être réputé avoir renoncé aux pouvoirs que lui réserve expressément la Constitution" (1).

Compte tenu de ces constatations, le Conseil d'Etat a également fixé, à propos de la disposition législative évoquée, un nombre de limites à l'intérieur desquelles doit s'inscrire la compétence du Roi. C'est ainsi que l'article 97 de la loi précitée du 9 juillet 1975 n'autorise pas le Roi à établir, notamment, des dispositions de droit purement interne qui ne peuvent trouver à s'appuyer sur une disposition de la directive, ni des dispositions constituant la transposition d'une faculté prévue par la directive et contenant un choix politique fondamental.

1.2. En l'espèce, la transposition de la notion de "liens étroits" (article 1^{er} du projet), telle qu'elle est définie à l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la directive 95/26/CE précitée, ne semble pas pouvoir s'intégrer dans le cadre de la délégation accordée au Roi par l'article 97 de la loi du 9 juillet 1975.

L'article 2, paragraphe 1^{er}, de la directive donne certes une définition précise de la notion de "liens étroits" (2) mais le quatrième considérant de la directive porte que "... la définition dans la présente directive de "liens étroits" est constituée de critères minimaux et que cela ne fait pas obstacle à ce que les Etats membres visent également d'autres situations que celles envisagées par ladite définition". Les auteurs du projet ont choisi de faire usage de cette faculté pour fixer, par la voie d'une

Met toepassing van artikel 97 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, wijzigd het ontwerp daartoe een aantal bepalingen van die wet :

— artikel 1 van het ontwerp voegt in artikel 2, § 6, van de wet van 9 juli 1975 het begrip "nauwe banden" in (artikel 2, lid 1, van de richtlijn);

— artikel 2 van het ontwerp voegt in artikel 5, tweede lid, van de wet de verplichting in om bij de aanvraag tot toelating gegevens te verstrekken over de nauwe banden tussen de verzekeringsonderneming en andere natuurlijke of rechtspersonen (artikel 2, lid 2, van de richtlijn);

— artikel 3 van het ontwerp vervangt artikel 8 van de wet en voegt in paragraaf 1 van deze bepaling, voorwaarden toe voor de toelating in verband met de vestiging van het hoofdbestuur (artikel 3, lid 1, van de richtlijn) en het vergemakkelijken van het toezicht (artikel 3, lid 2, van de richtlijn);

— artikel 4 van het ontwerp herschikt artikel 21quinquies van de wet en voegt in de nieuwe paragrafen 2 en 3 de bepalingen in omtrent de uitwisseling van informatie tussen de Controledienst voor de Verzekeringen en andere instanties en de voorwaarden waaronder deze uitwisseling kan geschieden (artikel 4, leden 1 en 5, van de richtlijn);

— artikel 6 van het ontwerp herschikt artikel 40 van de wet en voegt in een nieuwe paragraaf 3 de verplichtingen van de erkende commissarissen in (artikel 5 van de richtlijn).

Algemene opmerkingen

1.1. Zoals hiervoren reeds werd opgemerkt, voeren de stellers van het ontwerp als rechtsgrond aan artikel 97 van de voornoemde wet van 9 juli 1975. In verband met die wetsbepaling heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, in het verleden geoordeeld dat "die bepaling de Koning machtigt om, bij in Ministerraad overlegd besluit, de bepalingen van die wet aan te passen aan de verplichtingen die voor België voortvloeien uit internationale overeenkomsten en verdragen" en dat "een zodanige overdracht van bevoegdheid moet worden gelezen in het licht van de finaliteit die met die overdracht wordt nagestreefd. Artikel 66 (thans artikel 97) van de controlewet beperkt immers de bevoegdheid van de Koning tot de aanpassing van de controlewet ("deze wet") met uitsluiting van andere wetten; die aanpassing kan bovendien alleen betrekking hebben op "de verplichtingen" die, in dit geval, voor België voortvloeien uit het EG-Verdrag en de EG-richtlijnen. Bovendien kan dit artikel niet zo worden gelezen dat de wetgever geacht moet worden, bij het overdragen van zijn bevoegdheid, afstand te hebben gedaan van de bevoegdheden die hem door de Grondwet uitdrukkelijk zijn voorbehouden" (1).

Rekening houdend met die vaststellingen heeft de Raad van State in verband met genoemde wetsbepaling ook een aantal grenzen uitgetekend waarbinnen de bevoegdheid van de Koning moet worden gesitueerd. Zo machtigt artikel 97 van de voornoemde wet van 9 juli 1975 de Koning niet tot het nemen van, onder meer, bepalingen van louter intern recht die geen steun kunnen vinden in een bepaling van de richtlijn, en bepalingen die een omzetting zijn van een in de richtlijn ingeschreven faculteit en een fundamentele beleidskeuze inhouden.

1.2. In casu lijkt de omzetting van het begrip "nauwe banden" (artikel 1 van het ontwerp), zoals omschreven in artikel 2, lid 1, van de voornoemde richtlijn 95/26/EG niet te kunnen worden ingepast in de door artikel 97 van de wet van 9 juli 1975 aan de Koning verleende opdracht.

Artikel 2, lid 1, van de richtlijn geeft weliswaar een precieze omschrijving van het begrip "nauwe banden" (2) doch de vierde overweging van de richtlijn stelt dat "... de in deze richtlijn gegeven definitie van "nauwe banden" op minimumcriteria berust en de Lid-Staten niet belet ook bepalingen vast te stellen voor andere situaties dan die welke door genoemde definities worden bestreken". De stellers van het ontwerp hebben ervoor geopteerd van deze faculteit gebruik te

(1) Voir l'avis L. 23.515/1 du 7 juillet 1994 sur un projet d'arrêté royal "modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances", dont est issu l'arrêté royal du 12 août 1994 et l'avis L. 25.770-25.771/1 du 21 novembre 1996 sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'article 80 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances" et sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 80, § 6, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances".

(2) Il convient d'ailleurs de relever également que, pour définir cette notion, les auteurs du projet s'éloignent considérablement du texte concret de la directive sur ce point. Ainsi, les termes "participation" et "lien de contrôle" employés dans la directive ne figurent pas du tout dans le projet.

(1) Zie advies L. 23.515/1 van 7 juli 1994 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen" dat het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 is geworden en advies L. 25.770-25.771/1 van 21 november 1996 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van artikel 80 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen" en over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 80, § 6, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen".

(2) Het valt overigens ook op dat de stellers van het ontwerp zich bij het definiëren van dit begrip ver verwijderden van de concrete tekst van de richtlijn op dit punt. Zo worden de in de richtlijn gehanteerde termen "deelname" en "zeggenschapsband" helemaal niet overgenomen in het ontwerp.

référence à la réglementation sur les comptes annuels des entreprises d'assurances (1), le critère minimum pour un lien de participation à 10 % au lieu de 20 % comme le prévoit la directive. A la lumière de l'interprétation de l'article 97 de la loi du 9 juillet 1975 rappelée ci-dessus, il appartient toutefois au législateur même d'opérer un tel choix.

2. Lors de la transposition de directives dans l'ordre juridique interne, il convient de partir du principe que dans l'intérêt d'une application correcte de la directive, il est préférable de reproduire littéralement les termes de cette directive, sauf s'il existe une justification spécifique, comme un usage linguistique profondément ancré, et si ces autres termes ne nuisent pas au respect de la directive (2).

Le projet s'écarte, sur différents points, du texte de la directive dont il vise la transposition, et ce sans que des motifs clairs puissent se distinguer. A titre d'exemple, l'on peut faire référence à l'article 8, § 1^{er}, quatrième tiret, ("bon exercice du contrôle" au lieu de, comme dans la directive, "bon exercice de leur mission de surveillance"), au texte néerlandais de l'article 21 *quinquies*, § 2, 2°, en projet ("de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de personen die belast zijn met het wettelijk toezicht op de jaarrekeningen... » au lieu de, comme dans la directive, "de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de personen die belast zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening... »).

Observations particulières

Préambule

1. Dans le premier alinéa du préambule, il convient d'écrire "... notamment l'article 97, renuméroté par l'arrêté royal du 12 août 1994;".

2. Dans le préambule, il convient d'insérer, avant la référence à l'avis du Conseil d'Etat, un cinquième alinéa référant à l'avis de l'Inspection des Finances avec indication de sa date.

Article 4.

A l'alinéa 2, 3°, du paragraphe 2 en projet, il convient d'écrire "un autre Etat membre" au lieu de "un autre Etat de la Communauté".

Article 6.

Il y a lieu de rédiger le 1° du paragraphe 3 en projet comme suit :
« 1° à constituer une violation sur le fond des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés et règlements d'exécution fixant les conditions d'agrément ou d'autres prescriptions spécifiques concernant l'exercice de l'activité d'entreprises d'assurances; ».

Article 7.

Aux termes de cet article, le projet entrera en vigueur le 18 juillet 1996, date à laquelle la mise en œuvre de la directive 95/26/CEE devait être menée à bien. Même si le délai fixé pour la transposition intégrale de la directive précitée dans l'ordre juridique interne est venu à expiration, il est cependant raisonnable de laisser au secteur concerné le temps suffisant de se conformer aux nouvelles prescriptions.

Article 8.

Dans la disposition d'exécution, il y a lieu de mentionner le titre complet du ministre compétent.

La chambre était composée de :

MM. :

J. De Brabandere, président de chambre;

M. Van Damme et D. Albrecht, conseillers d'Etat;

G. Schrans et E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

(1) Le rapport au Roi spécifie la référence vague à la réglementation relative aux comptes annuels des entreprises d'assurances, notamment, comme suit : "Ainsi, la notion de "lien de participation" est celle qui est visée au chapitre III, point C, II, 3, de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances, et qui implique comme critère minimal un seuil de 10 % (et non de 20 % comme prévu dans la directive)".

(2) Voir à cet égard H. Coremans et M. Van Damme, *Beginselen van wetgevingstechniek en behoorlijke Regelgeving*, Die Keure, 1994, p. 103.

maken om, middels een verwijzing naar de reglementering van de jaarrekening van de verzekeringsondernemingen (1), het minimumcriterium voor een deelnemingsverhouding op 10 % te bepalen in plaats van op 20 % zoals de richtlijn bepaalt. In het licht van de hiervoren in herinnering gebrachte interpretatie van artikel 97 van de wet van 9 juli 1975 dient een dergelijke keuze evenwel door de wetgever zelf te worden gemaakt.

2. Bij de omzetting van richtlijnen in de interne rechtsorde dient als leidraad te worden aangenomen dat in het belang van een juiste toepassing van de richtlijn, de bewoordingen van die richtlijn best letterlijk worden overgenomen, tenzij er een specifieke rechtvaardiging, zoals een sterk geëigend taalgebruik, voorhanden is en die andere bewoordingen aan de nakoming van de richtlijn geen afbreuk doen (2).

Het ontwerp wijkt op verschillende punten af van de tekst van de richtlijn waarvan het de omzetting beoogt, en dit zonder dat daarvoor duidelijke redenen vallen aan te wijzen. Bij wijze van voorbeeld kan worden gerefereerd aan het ontworpen artikel 8, § 1, vierde streepje, ("passend toezicht" in plaats van, zoals in de richtlijn, "juist toezicht"), het ontworpen artikel 21 *quinquies*, § 2, 2° ("de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de personen die belast zijn met het wettelijk toezicht op de jaarrekeningen... » in plaats van, zoals in de richtlijn, "de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de personen die belast zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening... »).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef schrijve men "... inzonderheid op artikel 97, hernummerd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994;".

2. In de aanhef dient, vóór de verwijzing naar het advies van de Raad van State, een vijfde lid te worden ingevoegd, waarin verwezen wordt naar het advies van de Inspectie van Financiën met vermelding van de datum ervan.

Artikel 4.

In het tweede lid, 3°, van, de ontworpen paragraaf 2 schrijve men "een andere Lid-Staat" in plaats van "een andere Staat van Gemeenschap".

Artikel 6.

Het 1° van de ontworpen paragraaf 3 redigere men als volgt :

« 1° dat het een inbreuk ten gronde op de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten en -verordeningen tot vaststelling van de voorwaarden tot toelating of op andere specifieke voorschriften betreffende de uitoefening van de werkzaamheden van verzekeringsondernemingen kan inhouden; ».

Artikel 7.

Luidens dit artikel zal het ontwerp in werking treden op 18 juli 1996, datum waarop de omzetting van de richtlijn 95/26/EEG gerealiseerd diende te zijn. Zelfs al is de gestelde termijn waarbinnen de voornoemde richtlijn in haar geheel omgezet diende te zijn in de interne rechtsorde verstreken, dan nog is het redelijk aan de betrokken sector voldoende tijd te laten om zich te gedragen naar de nieuwe voorschriften.

Artikel 8.

In de uitvoeringsbepaling dient de volledige titel van de bevoegde minister te worden vermeld.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J. De Brabandere, kamervoorzitter;

M. Van Damme en D. Albrecht, staatsraden;

G. Schrans en E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

(1) In het verslag aan de Koning wordt de vage verwijzing naar de reglementering betreffende de jaarrekening van de verzekeringsondernemingen, onder meer, als volgt gespecificeerd : "Alzo is de notie "deelnemingsverhouding" deze die wordt bedoeld in hoofdstuk III, punt C, II, 3 van het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van de verzekeringsondernemingen, en die als minimumcriterium een drempel voorop stelt van 10 % (en niet 20 % zoals in de richtlijn voorzien)".

(2) Zie in dat verband H. Coremans en M. Van Damme, *Beginselen van wetgevingstechniek en behoorlijke regelgeving*, Die Keure, 1994, blz. 103.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Albrecht.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. Vanherck, référendaire.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
J. De Brabandere.

**6 MAI 1997. — Arrêté royal
modifiant la loi du 9 juillet 1975
relative au contrôle des entreprises d'assurances**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 97, renuméroté par l'arrêté royal du 12 août 1994 ;

Vu la directive 95/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 modifiant les directives 77/780/CEE et 89/646/CEE dans le domaine des établissements de crédit, les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE dans le domaine de l'assurance non vie, les directives 79/267/CEE et 92/96/CEE dans le domaine de l'assurance vie, la directive 93/22/CEE dans le domaine des entreprises d'investissement et la directive 85/611/CEE dans le domaine des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (opcv) afin de renforcer la surveillance prudentielle;

Vu l'avis de la Commission des Assurances du 28 mai 1996;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances du 29 juillet 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 8 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, § 6 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, inséré par l'arrêté royal du 12 août 1994, un point 10^{°bis}, rédigé comme suit, est inséré :

« 10^{°bis} "des liens étroits" :

a) une situation dans laquelle il existe un lien de participation au sens de la réglementation relative aux comptes annuels des entreprises d'assurances entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, ou

b) une situation dans laquelle deux ou plusieurs personnes sont des entreprises liées au sens de la réglementation relative aux comptes annuels des entreprises d'assurances, ou une situation dans laquelle une entreprise d'assurances et une personne physique ou morale sont liées par une relation de même nature. »

Art. 2. Dans l'article 5, alinéa 2 de la même loi, modifié par la loi du 19 juillet 1991, un point 3^{°ter}, rédigé comme suit, est inséré :

"3^{°ter} en ce qui concerne les entreprises d'assurances de droit belge, des éléments suffisamment détaillés sur les liens étroits qui existent entre l'entreprise et d'autres personnes physiques ou morales;"

Art. 3. L'article 8 de la même loi, remplacé par la loi du 19 juillet 1991, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. § 1^{er}. L'agrément ne peut être accordé aux entreprises d'assurances de droit belge que :

- si l'administration centrale est située en Belgique;

- si les actionnaires, associés ou membres qui détiennent une participation qualifiée au sens de l'article 23bis, § 4, présentent, pour tenir compte du besoin de garantir une gestion saine et prudente, la qualité nécessaire;

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Albrecht.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer E. Vanherck, referendaris.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
J. De Brabandere.

**6 MEI 1997. — Koninklijk besluit
tot wijziging van de wet van 9 juli 1975
betreffende de controle der verzekeringsondernemingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op artikel 97, hernummerd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994;

Gelet op de richtlijn 95/26/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 1995 tot wijziging van de richtlijnen 77/780/EEG en 89/646/EEG op het gebied van kredietinstellingen, de richtlijnen 73/239/EEG en 92/49/EEG op het gebied van het schadeverzekeringsbedrijf, de richtlijnen 79/267/EEG en 92/96/EEG op het gebied van het levensverzekeringsbedrijf, richtlijn 93/22/EEG op het gebied van beleggingsondernemingen en richtlijn 85/611/EEG op het gebied van instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's), teneinde het bedrijfseconomisch toezicht te versterken;

Gelet op het advies van de Commissie voor Verzekeringen van 28 mei 1996;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen van 29 juli 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 8 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2, § 6 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, ingevoegd bij koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt een punt 10^{°bis} ingevoegd, dat luidt als volgt :

« 10^{°bis} "nauwe banden" :

a) een situatie waarbij een deelnemingsverhouding in de zin van de reglementering betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen tussen twee of meer natuurlijke personen of rechtspersonen bestaat, of

b) een situatie waarbij twee of meer personen verbonden ondernemingen zijn in de zin van de reglementering betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen, of een situatie waarbij een verzekeringsonderneming en een natuurlijke persoon of een rechtspersoon verbonden zijn door een band van dezelfde aard. »

Art. 2. In artikel 5, tweede lid van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991, wordt een punt 3^{°ter} ingevoegd, dat luidt als volgt :

"3^{°ter} voor de verzekeringsondernemingen naar Belgisch recht, voldoende gedetailleerde gegevens over de nauwe banden die bestaan tussen de onderneming en andere natuurlijke personen of rechtspersonen;"

Art. 3. Artikel 8 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 19 juli 1991, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 8. § 1. De toelating kan slechts worden verleend aan verzekeringsondernemingen naar Belgisch recht :

- waarvan het hoofdbestuur zich in België bevindt;

- waarvan de aandeelhouders, vennoten of leden die een gekwalificeerde deelneming bezitten zoals bepaald in artikel 23bis, § 4, gelet op de noodzaak een gezonde en voorzichtige bedrijfsvoering te waarborgen, geschikt zijn;

- si les liens étroits qui existent entre l'entreprise d'assurances et d'autres personnes physiques ou morales, n'entravent pas le bon exercice de la mission de surveillance de l'Office de Contrôle des Assurances sur l'entreprise d'assurances;

- si les dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un Etat qui n'est pas membre de la Communauté et dont relèvent une ou plusieurs personnes physiques ou morales avec lesquelles l'entreprise d'assurances a des liens étroits, ou des difficultés tenant à l'application de ces dispositions, n'entravent pas le bon exercice de la mission de surveillance de l'Office de Contrôle des Assurances sur l'entreprise d'assurances.

§ 2. En outre, l'agrément ne peut être accordé aux entreprises d'assurances de droit belge et aux entreprises d'assurances de droit étranger que :

- si les moyens techniques et financiers qu'elles se proposent de mettre en œuvre, compte tenu de la réassurance cédée, sont en adéquation avec leur programme d'activité;

- si elles satisfont aux autres conditions et règles fixées par ou en vertu de la présente loi."

Art. 4. L'article 21quinquies de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 12 août 1994, est modifié comme suit :

1° le § 2 devient le § 4, et les mots "au § 1^{er}" sont remplacés par les mots "aux §§ 1^{er}, 2 et 3";

2° un nouveau § 2, rédigé comme suit, est inséré :

« § 2. Par dérogation à l'article 21bis, l'Office de Contrôle des Assurances a le droit de communiquer des informations confidentielles :

1° aux autorités chargées de la surveillance des organes impliqués dans la liquidation et la faillite d'entreprises d'assurances et dans d'autres procédures similaires;

2° aux autorités chargées de la surveillance des personnes chargées du contrôle légal des comptes des entreprises d'assurances et des autres établissements financiers;

3° aux actuaire indépendants des entreprises d'assurances exerçant en vertu de la loi qui leur est applicable une tâche de contrôle sur celles-ci ainsi qu'aux organes chargés de la surveillance de ces actuaire.

L'Office de Contrôle des Assurances ne peut communiquer des informations confidentielles en exécution de l'alinéa 1^{er} que si les conditions suivantes sont remplies :

1° le destinataire n'en fera usage que pour l'accomplissement de la mission de surveillance ou de la tâche de contrôle telles que décrites à l'alinéa 1^{er};

2° les informations transmises sont soumises à un secret professionnel équivalent à celui prévu à l'article 21bis;

3° lorsque les informations proviennent d'un autre Etat membre, elles ne peuvent être divulguées sans l'accord explicite des autorités, organes ou personnes qui les ont transmises et, le cas échéant, exclusivement aux fins pour lesquelles ces autorités, organes ou personnes ont marqué leur accord.";

3° un nouveau § 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Par dérogation à l'article 21bis, l'Office de Contrôle des Assurances a le droit de communiquer des informations confidentielles :

- aux banques centrales et autres organismes à vocation similaire en tant qu'autorités monétaires;

- aux autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement.

L'Office de Contrôle des Assurances ne peut communiquer des informations confidentielles en exécution de l'alinéa 1^{er} que si le destinataire n'en fera usage que pour l'accomplissement de sa mission et pour autant qu'il soit soumis à un secret professionnel équivalent à celui visé à l'article 21bis.

Lorsque l'Office de Contrôle des Assurances reçoit des informations confidentielles des autorités ou organes visés au présent paragraphe, il ne peut en faire usage qu'en vue de l'exercice des fonctions visées à l'article 21quater, alinéa 2. Les informations qu'il reçoit dans ce cadre, sont soumises au secret professionnel visé à l'article 21bis."

Art. 5. Dans l'article 23, alinéa 1^{er} de la même loi, les mots "article 5, alinéa 2, 2°, 3° et 4°" sont remplacés par les mots "article 5, alinéa 2, 2° à 4°".

- wanneer de nauwe banden, die bestaan tussen de verzekeringsonderneming en andere natuurlijke personen of rechtspersonen, de juiste uitoefening van de toezichhoudende taak van de Controledienst voor de Verzekeringen op de verzekeringsonderneming niet belemmeren;

- wanneer de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van een Staat, die niet tot de Gemeenschap behoort, die van toepassing zijn op een of meer natuurlijke personen of rechtspersonen met wie de verzekeringsonderneming nauwe banden heeft, of moeilijkheden in verband met de toepassing van die bepalingen, geen belemmering vormen voor de juiste uitoefening van de toezichhoudende taak van de Controledienst voor de Verzekeringen op de verzekeringsonderneming.

§ 2. De toelating kan daarenboven slechts worden verleend aan verzekeringsondernemingen naar Belgisch recht en aan verzekeringsondernemingen naar buitenlands recht :

- wanneer de technische en financiële middelen, die ze vooropzetten aan te wenden, rekening houdend met de afgestane herverzekering, aangepast zijn aan hun programma van activiteiten;

- wanneer ze voldoen aan de andere voorwaarden en regels gesteld door of krachtens deze wet."

Art. 4. Artikel 21quinquies van dezelfde wet, ingevoegd bij koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt als volgt gewijzigd :

1° § 2 wordt § 4, en de woorden "de § 1" worden vervangen door de woorden "de §§ 1, 2 en 3";

2° een nieuwe § 2, die luidt als volgt, wordt ingevoegd :

« § 2. In afwijking van artikel 21bis heeft de Controledienst voor de Verzekeringen het recht vertrouwelijke gegevens mee te delen aan :

1° de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de instanties die betrokken zijn bij de vereffening en het faillissement van verzekeringsondernemingen en bij andere soortgelijke procedures;

2° de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de personen die belast zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening van verzekeringsondernemingen en van andere financiële instellingen;

3° de van de verzekeringsondernemingen onafhankelijke actuairissen die wettelijk zijn belast met een controlefunctie op die ondernemingen, alsook de instanties die met het toezicht op die actuairissen zijn belast.

De Controledienst voor de Verzekeringen mag slechts vertrouwelijke gegevens in uitvoering van het eerste lid meedelen als de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° de ontvanger zal die gegevens slechts gebruiken voor de uitoefening van zijn toezichhoudende taken en controlefuncties zoals beschreven in het eerste lid ;

2° de meegedeelde gegevens vallen onder een gelijkwaardig beroepsgeheim als bedoeld in artikel 21bis;

3° gegevens die afkomstig zijn van een andere Lid-Staat mogen alleen worden doorgegeven met de uitdrukkelijke instemming van de autoriteiten, instanties of personen die de gegevens hebben verstrekt en, in voorkomend geval, alleen worden gebruikt voor de doeleinden waarmee die autoriteiten, instanties of personen hebben ingestemd.";

3° een nieuwe § 3, die luidt als volgt, wordt ingevoegd :

« § 3. In afwijking van artikel 21bis heeft de Controledienst voor de Verzekeringen het recht vertrouwelijke gegevens mee te delen aan :

- de centrale banken en andere instanties met een soortgelijke taak in hun hoedanigheid van monetaire autoriteit;

- andere overheidsinstanties die belast zijn met het toezicht op de betalingssystemen.

De Controledienst voor de Verzekeringen mag slechts vertrouwelijke gegevens in uitvoering van het eerste lid meedelen als de ontvanger die enkel zal gebruiken voor de uitoefening van zijn opdrachten en voor zover hij gebonden is aan een gelijkwaardig beroepsgeheim als bedoeld in artikel 21bis.

Wanneer de Controledienst voor de Verzekeringen vertrouwelijke gegevens ontvangt van de autoriteiten of instanties bedoeld in deze paragraaf, dan mag hij daar slechts gebruik van maken voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 21quater, tweede lid. De in dit verband ontvangen gegevens vallen onder het in artikel 21bis bedoelde beroepsgeheim."

Art. 5. In artikel 23, eerste lid van dezelfde wet worden de woorden "artikel 5, tweede lid, 2°, 3° en 4°" vervangen door de woorden "artikel 5, tweede lid, 2° tot en met 4°".

Art. 6. L'article 40 de la même loi est modifié comme suit :

1° le texte actuel de l'alinéa 1^{er} formera le § 1^{er};

2° le texte actuel de l'alinéa 2 formera le § 2, et les mots "ainsi qu'à la connaissance de l'Office" sont supprimés;

3° un § 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Le commissaire agréé signale aussitôt à l'Office de Contrôle des Assurances tout fait ou décision dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission ou de toute autre mission légale et qui est de nature :

1° à constituer une violation sur le fond des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés et règlements d'exécution fixant les conditions d'agrément ou d'autres prescriptions spécifiques concernant l'exercice de l'activité de l'entreprise d'assurances;

2° à porter atteinte à la continuité de l'exploitation de l'entreprise d'assurances;

3° à entraîner le refus de la certification des comptes ou l'émission de réserves.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, s'applique également au commissaire agréé qui exerce sa mission auprès d'une entreprise d'assurances pour les faits et décisions dont il viendrait à avoir connaissance dans le cadre de missions identiques exercées auprès d'une entreprise ayant avec cette entreprise d'assurances un lien étroit découlant d'un lien de contrôle au sens de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances.

La divulgation de bonne foi à l'Office de Contrôle des Assurances par les commissaires agréés des faits ou décisions visés aux alinéas 1^{er} et 2, ne constitue pas une violation d'une quelconque restriction à la divulgation d'informations imposée par contrat ou par une disposition législative, réglementaire ou administrative et n'entraîne pour les personnes concernées aucune responsabilité d'aucune sorte. »;

4° les textes actuels des alinéas 3 et 4 formeront respectivement les §§ 4 et 5.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Art. 6. Artikel 40 van dezelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

1° de tegenwoordige tekst van het eerste lid zal § 1 vormen;

2° de tegenwoordige tekst van het tweede lid zal § 2 vormen, en de woorden "en van de Dienst" worden geschrapt;

3° een § 3 wordt ingevoegd, die luidt als volgt :

« § 3. De erkende commissaris brengt de Controledienst voor de Verzekeringen onmiddellijk op de hoogte van elk feit of elke beslissing waarvan hij bij de uitvoering van zijn opdracht of van een andere wettelijke opdracht kennis heeft gekregen en dat van die aard is :

1° dat het een inbreuk ten gronde op de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten en -verordeningen tot vaststelling van de voorwaarden tot toelating of op andere specifieke voorschriften betreffende de uitoefening van de werkzaamheden van verzekeringsondernemingen kan inhouden;

2° dat het de bedrijfscontinuïteit van de verzekeringsonderneming kan aantasten;

3° dat het tot de weigering van de goedkeuring van de jaarrekening of tot het uiten van voorbehouden kan leiden.

De in het eerste lid bedoelde verplichting is eveneens van toepassing op de erkende commissaris die zijn opdracht bij een verzekeringsonderneming uitoefent voor de feiten en beslissingen waarvan hij kennis zou hebben gekregen bij de uitvoering van dezelfde opdrachten bij een onderneming die met die verzekeringsonderneming nauwe banden heeft in de vorm van een controleverhouding in de zin van het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen.

Melding te goeder trouw aan de Controledienst voor de Verzekeringen door de erkende commissarissen van de in het eerste en het tweede lid bedoelde feiten of beslissingen vormt geen inbreuk op ongeacht welke beperking inzake de openbaarmaking van informatie, opgelegd op grond van een contract of van een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling, en leidt voor de betrokken personen tot geen enkele vorm van aansprakelijkheid. »;

4° de tegenwoordige teksten van het derde en van het vierde lid zullen respectievelijk §§ 4 en 5 vormen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 1597

[C — 97/306]

5 MAI 1997. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie et de l'arrêté royal du 30 août 1996 modifiant cet arrêté

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1° et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu les projets de traduction officielle en langue allemande

— de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie,

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 1597

[C — 97/306]

5 MEI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugverslaving en van het koninklijk besluit van 30 augustus 1996 tot wijziging van dit besluit

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1° en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de ontwerpen van officiële Duitse vertaling

— van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugverslaving,